

**MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES**  
**REGLEMENT DE CONSULTATION**

**Personne publique contractante :**

Syndicat Intercommunal pour le Ramassage et le Traitement des Ordures Ménagères du Secteur de Briey, Vallée de l'Orne et du Jarnisy – 29, rue Gustave Eiffel 54800 JARNY

**Objet du marché :**

**Acquisition d'un châssis 26 tonnes équipé d'une Benne à Ordures Ménagères de 19 m<sup>3</sup> minimum et d'un lève conteneurs double peigne.**

**Remise des offres :**

Date limite de réception : Mercredi 8 juillet 2020

Heure limite de réception : 12H00

**L'entreprise,  
(cachet et signature)**

**Dressé par le Président du SIRTOM  
Le 11/06/2020**

**Le Président,**

**Alain FRANTZ**



## **PREAMBULE**

Le présent marché est passé en application du code de la commande publique, entré en vigueur au 1<sup>er</sup> Avril 2019. Ce dernier est notamment constitué des deux textes suivants :

- L'ordonnance n°2018-1074 du 26 Novembre 2018
- Le décret n°2018-1075 du 3 Décembre 2018

## **ARTICLE 1 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES**

Le présent appel d'offres à procédure adaptée concerne l'acquisition d'un châssis de type Benne à Ordures Ménagères PTC de 26 tonnes équipé d'une Benne à Ordures Ménagères de 19 m<sup>3</sup> minimum et d'un lève conteneurs double peigne.

La description du matériel est précisée dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

## **ARTICLE 2 : CONDITIONS DE L'APPEL D'OFFRES**

### **Article 2.1. : Procédure de la consultation**

La présente consultation est lancée suivant une procédure adaptée en application de l'article L2123-1 relatif au code de la commande publique.

### **Article 2.2. : Structure de la consultation**

La présente consultation fait l'objet d'un allotissement suivant :

- Lot 1 : Acquisition d'un châssis de type Benne à Ordures Ménagères PTC de 26 tonnes
- Lot 2 : Acquisition d'une benne à ordures ménagères de 19 m<sup>3</sup> minimum et d'un lève conteneur double peigne

Elle ne fait pas l'objet de découpage en tranches.

Les prestations font l'objet d'un prix global et forfaitaire par lot.

### **Article 2.3. : Type de contractants**

En vertu de l'article L1220-1 relatif au code de la commande publique, les candidats peuvent présenter leur offre sous la forme d'un groupement d'opérateur économique. Le pouvoir adjudicateur n'impose pas de forme juridique déterminée. Les sociétés joindront la convention de groupement à l'appui de leur proposition.

Les candidats ne peuvent pas présenter pour le marché plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements. En cas d'attribution du présent marché à un groupement momentané d'entreprises, le soumissionnaire, désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire, représente l'ensemble des membres vis-à-vis du Maître d'ouvrage et coordonne les prestations des membres du groupement.

Les candidatures et les offres sont signées soit par l'ensemble des entreprises groupées, soit par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces entreprises au stade de la passation des marchés. Un même prestataire ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

### **Sous-traitance :**

Il est rappelé que la loi 75-1334 du 31/12/1975 oblige l'Entrepreneur principal qui sous-traite l'exécution de certaines parties de son accord-cadre à obtenir du Maître d'ouvrage, avant le commencement d'exécution des travaux sous-traités, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance, selon la procédure prévue aux articles L2193-1 à L2193-14 ainsi que les articles R2193-1 à R2193-22 du code de la commande publique.

A cet effet, les concurrents préciseront dans leur offre la part des prestations qu'ils comptent réaliser eux-mêmes ainsi que la part des prestations qu'ils comptent sous-traiter. Ils définiront de façon détaillée et indiqueront dans l'Acte d'Engagement la nature et le montant prévisionnel des travaux qu'ils comptent sous-traiter.

Pour les prestations qu'ils envisagent de sous-traiter, les concurrents proposeront une liste des entreprises sous-traitantes envisagées par nature de travaux et de prestations.

Est joint au présent dossier de consultation le DC 4 qui sera à remettre, en cas de déclaration de sous-traitance, complété et signé.

Toute demande d'acceptation d'un sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement au stade de l'exécution du marché, sera transmise en recommandé avec accusé de réception au SIRTOM du secteur de Briey, vallée de l'Orne et Jarnisy agissant en qualité de maître d'œuvre interne.

### **Article 2.4. : Nature des offres**

Le dossier de consultation comporte une solution de base. **Les candidats devront répondre à cette solution.**

#### **Article 2.4.1 : Variantes**

Les variantes ne sont pas autorisées

#### **Article 2.4.1 : Options**

Sans objet.

### **Article 2.5. : Modalités de règlement et prix**

#### **Article 2.5.1 : Mode de paiement**

Le paiement se fera par virement au moyen d'un mandat administratif selon les dispositions du code de la commande publique.

Le financement des marchés et les dépenses qui en résultent sont assurés par le budget général de la collectivité.

**Article 2.5.2 : Délai de paiement**

Le délai global de paiement est prévu à l'article 3.4 du Cahier des Clauses Administratives Particulières.

**Article 2.6 : Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est de 90 jours. Il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

**Article 2.7 : Délai de modification de détail au Dossier de Consultation des Entreprises**

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation.

Ces modifications n'altéreront pas les éléments substantiels du marché.

Le SIRTOM du secteur de Briey, vallée de l'Orne et Jarnisy informera alors tous les candidats dans des conditions respectueuses du principe d'égalité, par voie de fax ou mail.

Les candidats devront alors répondre, sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction d'une nouvelle date.

En cas de négociation avec les candidats, cet article ne s'applique qu'à la remise de l'offre initiale.

**Article 2.8 : Propriété intellectuelle**

Il n'est pas prévu de complément au Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.).

**Article 2.9 : Dispositions relatives à la défense nationale**

Le présent marché n'a pas pour objet des services intéressant la défense.

**Article 2.10 : Visite sur site**

Sans objet.

**ARTICLE 3 : CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHE**

**Article 3.1 : Clause de reconduction du marché**

Sans objet

**Article 3.2 : Délais d'exécution et durée du marché**

Le marché prend effet à la notification du marché.

Le candidat indiquera dans l'article 3 de l'acte d'engagement le délai pour la fourniture du matériel sur lequel il s'engage à compter de la réception de l'ordre de service.

Les délais tiendront compte des périodes de fermeture et/ou congés de la société.

Le marché prendra fin à la livraison du matériel, après la levée de toutes les réserves éventuelles.

### **Article 3.3. : Phasage d'exécution**

Sans objet

### **Article 3.4. : Prestations urgentes**

Sans objet

## **ARTICLE 4 : NATURE DES CANDIDATS**

Les prestations ne sont pas réservées à une profession particulière

## **ARTICLE 5 : MODALITES DE RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES**

### **Article 5.1. : Modalités de remise du dossier de consultation par le pouvoir adjudicateur**

Le Dossier de Consultation des Entreprises comprend les pièces suivantes :

- Le présent Règlement de la Consultation et ses annexes (DC1, DC2, DC4 et DUME),
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières,
- L'Acte d'Engagement et ses annexes éventuelles,
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières et ses annexes éventuelles.

Les candidats doivent obligatoirement retirer par voie électronique le dossier de consultation (DCE) via le portail [www.marches-demat.com](http://www.marches-demat.com) dans les annonces légales.

Ce site est libre d'accès.

Néanmoins, afin de pouvoir décompresser et/ou lire les documents mis à disposition par le pouvoir adjudicateur, les soumissionnaires devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants :

- « .zip »
- « .doc » ; « .pdf » et « .xls »
- « .dwg »
- « .jpeg »

Le RC, le CCAP, le CCTP sont fournis en format pdf (consultables à l'aide du logiciel gratuit Acrobat Reader téléchargeable sur [www.adobe.fr](http://www.adobe.fr)). Les autres documents sont en format Word (.doc) ou Excel (.xls). Ils sont destinés à être complétés par le soumissionnaire à l'aide d'un logiciel capable de lire et écrire au format indiqué, ou à la main pour une réponse papier.

Si le candidat répond pour la première fois à un marché lancé par le Maître d'Ouvrage, il est vivement recommandé de prendre connaissance de ces informations afin que le candidat mette son ordinateur à niveau si nécessaire, sinon il est possible qu'il existe un risque de rencontrer des difficultés pour télécharger et exploiter les documents.

Il est notamment précisé que :

1. les avis d'appel publics à la concurrence en ligne sont consultables librement sans aucune contrainte d'identification, notamment sur le site du SIRTOM du secteur de Briey, vallée de l'Orne et Jarnisy : [www.sirtom.fr](http://www.sirtom.fr) dans la rubrique « Marchés Publics ». En outre, un lien actif permet le téléchargement du dossier de consultation, via le portail [www.marches-demat.com](http://www.marches-demat.com). Le DCE est aussi disponible directement au siège du SIRTOM, 29 Rue Gustave Eiffel à JARNY 54800.
2. l'identification des opérateurs économiques pour accéder aux documents de la consultation n'est pas obligatoire. Toutefois, nous attirons votre attention sur le fait que l'identification vous permet d'être tenus informés des modifications et des précisions éventuellement apportées au DCE.
3. Le pouvoir adjudicateur s'engage sur l'intégrité des documents mis en ligne. Les documents électroniques ont des contenus strictement identiques aux documents papiers diffusés dans le même cadre. Ils sont disponibles et conservés dans les locaux du SIRTOM du secteur de Briey, vallée de l'Orne et Jarnisy, et dans ce cas sont les seuls faisant foi sous cette forme.

## **Article 5.2. : Modalités de présentation des candidatures et des offres**

### **Article 5.2.1. : Modalités générales de remise du dossier comportant la candidature et l'offre**

La totalité des offres des candidats sera entièrement rédigée en langue française et devra être établie en euro. Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

Les candidatures et les offres sont transmises uniquement par voie électronique, via le site du républicain lorrain uniquement.

La collectivité se réserve le droit de procéder à une négociation complémentaire avec les différentes sociétés candidates en fonction des offres reçues.

Les prix fournis par les candidats seront fermes pour toute la durée du contrat.

Les candidatures et les offres sont transmises uniquement par voie électronique. La date limite de réception des offres est fixée au :

**Mercredi 8 juillet à 12h00**

Article 5.2.2. : Modalités de remise de la candidature et du projet de marché par le candidat

*Contenu du dossier remis par le candidat qui répondra uniquement par voie électronique*

Conformément au code de la commande publique, toutes les communications et tous les échanges doivent être effectués par voie électronique via le site du républicain lorrain.

Les documents à renvoyer par le candidat :

- 1) Un dossier de candidature comprenant les pièces décrites ci-dessus.  
Les documents complétés sont à déposer dans l'enveloppe virtuelle « candidature » lors de la procédure de réponse sur le site du républicain lorrain et signés électroniquement à l'aide du certificat, en utilisant les outils mis à disposition sur ce site (cliquer sur le bouton « signer » et suivre les instructions).
- 2) Une offre contenant les documents décrits également ci-dessus :  
Les documents avec extension .doc sont à compléter avec Word ou un logiciel compatible, et les documents .xls sont à compléter avec Excel ou un logiciel compatible. Sur le site du républicain lorrain, ils sont à ajouter dans l'enveloppe virtuelle « offre ». Ils doivent être signés électroniquement à l'aide de votre certificat.

Les CCAP, CCTP sont des documents consultables à l'aide du logiciel gratuit Acrobat Reader téléchargeable sur [www.adobe.fr](http://www.adobe.fr) et ne doivent pas être modifiés. Ils doivent également être signés électroniquement à l'aide de votre certificat. Ces documents co-signés sont à ajouter dans l'enveloppe virtuelle « offre-lot1 » ou dans celle correspondant au lot auquel vous répondez.

Le recours à la signature électronique requiert un certain niveau de sécurité, aussi la signature doit répondre aux prescriptions de l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique (NOR : EFIM1222915A). À ce titre, elle doit être conforme au référentiel général de sécurité (RGS) et avoir le format XAdES, CadES ou PAdES.

La remise de l'offre doit être accompagnée des documents permettant d'identifier le signataire et de révéler la traçabilité du certificat utilisé dans le cas où ce dernier n'est pas issu de la plateforme utilisée par le SIRTOM du secteur de Briey, vallée de l'Orne et Jarnisy.

Il est en outre rappelé que :

- une signature scannée n'a que la valeur d'une copie, non d'un original et ne peut, de ce fait, remplacer la signature électronique ;
- un zip signé ne vaut pas signature des documents qui y sont inclus ;
- seuls les certificats RGS seront autorisés.

Attention, le soumissionnaire est invité à :

- Ne pas utiliser certains formats, notamment les « .exe », ...
- Ne pas utiliser certains outils, notamment les « macros », ...
- Utiliser un antivirus pour éviter de transmettre des fichiers contaminés

En cas de détection d'un virus dans un document d'une offre, celle-ci sera automatiquement rejetée en application de l'article 10 du décret du 30 avril 2002 susvisé.

La personne publique n'autorise pas l'envoi des offres sous la forme d'un double envoi électronique.

Pour plus d'informations, les candidats peuvent prendre contact avec les services techniques du SIRTOM au 03.82.20.22.00. (voir point 9.2.1 du présent règlement de consultation).

La transmission des plis sur un support physique électronique (CD-ROM, disquette ou tout autre support matériel) n'est pas autorisée.

### **Article 5.3. : Auditions des candidats - Négociations**

Le SIRTOM du secteur de Briey, vallée de l'Orne et Jarnisy analysera et classera les offres des sociétés suivant les critères énoncés au présent règlement de consultation (paragraphe 6.2.). Le SIRTOM du secteur de Briey, vallée de l'Orne et Jarnisy se réserve la possibilité de négocier avec les 2 candidats classés en meilleure position sur la base des critères de jugement des offres. Les offres inappropriées sont éliminées. Les offres irrégulières ou inacceptables peuvent devenir régulières ou acceptables à l'issue de la négociation, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

La négociation ne pourra porter sur l'objet du marché ni modifier substantiellement les caractéristiques et les conditions d'exécution du marché telles qu'elles sont définies dans les documents de la consultation. Elle pourra prendre la forme, soit d'un échange écrit (fax, courrier), soit d'une rencontre dans les locaux de SIRTOM du secteur de Briey, vallée de l'Orne et Jarnisy. Une invitation sera envoyée par mail à l'adresse suivante : [stephane.zanier@sirtom.fr](mailto:stephane.zanier@sirtom.fr)

La négociation peut porter sur tous les éléments de l'offre du candidat, notamment sur le prix proposé ; les candidats seront invités, le cas échéant à compléter ou modifier leur offre. Elle est menée dans le respect du principe d'égalité de traitement des candidats. Par conséquent, tout aménagement apporté en cours de négociation aux prestations initialement identifiées seront communiqués à tous les candidats retenus pour négocier.

À l'issue de la négociation, les candidats devront remettre leur proposition par écrit, par la remise d'un nouvel acte d'engagement dûment complété et signé, dans un délai qui leur sera précisé lors du dernier entretien ou échange de négociation.

Le pouvoir adjudicateur analysera et classera les offres négociées selon les critères énoncés au règlement de consultation.

#### **Article 5.4. : Remise d'échantillons**

Sans objet.

### **ARTICLE 6 : ANALYSE DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES**

#### **Article 6.1. : Analyse des candidatures**

##### **Critère d'élimination des candidatures**

- Candidats n'ayant pas fourni la déclaration ou certificats et attestations demandés, dûment remplis et signés.
- Candidats dont les garanties professionnelles et financières par rapport à la prestation, objet de la consultation, sont insuffisantes

#### **Article 6.2. : Jugement des offres**

Les offres devront être conformes aux prescriptions du Cahier des Clauses Techniques Particulières. Ce jugement sera effectué dans les conditions prévues au code de la commande publique.

Sur la base des critères de pondération ci-dessous énoncés, le pouvoir adjudicateur retiendra, après avis de la Commission d'Appel d'Offres, l'offre économiquement la plus avantageuse.

Il est possible, en accord avec le soumissionnaire retenu, de procéder à une mise au point des composantes du marché public avant sa signature. Cependant, cette mise au point ne peut avoir pour effet de modifier des caractéristiques substantielles de l'offre ou du marché public dont la variation est susceptible de fausser la concurrence ou d'avoir un effet discriminatoire.

<b>Rang</b>	<b>Critère de jugement des offres</b>
<b>1</b>	<b>Valeur technique (pondérée à 40 %)</b> Sous-critère 1 (pondéré à 50 %) <i>Notice descriptive du matériel au travers de la note méthodologique du candidat</i>  Sous-critère 2 (pondéré à 30 %) <i>Descriptif de la garantie contractuelle</i>  Sous-critère 3 (pondéré à 20 %) <i>Bilan énergétique et environnemental</i> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Consommation (50%)</li> <li>- Emissions de CO2 (50%)</li> </ul>
<b>2</b>	<b>Le montant de l'offre (pondéré à 50 %)</b> Le critère prix sera jugé en application de la formule suivante : <div style="text-align: center;"> <math display="block">\frac{\text{Meilleur prix} \times 20}{\text{Prix de l'offre analysée}}</math> </div>
<b>3</b>	<b>Le délai (pondéré à 10 %)</b> Délai proposé par la société sur l'Acte d'Engagement

Il est précisé par ailleurs que :

- Lors de l'examen des offres, le SIRTOM du secteur de Briey, vallée de l'Orne et Jarnisy, se réserve la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimera nécessaires.
- Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées dans le détail estimatif seront rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié du détail estimatif qui sera pris en considération. Si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition ou ce sous détail pour les mettre en harmonie avec le prix forfaitaire ou le prix unitaire correspondant ; en cas de refus son offre sera éliminée comme non cohérente.
- Tout rabais ou remise de toute nature qui n'est pas expressément autorisé par le présent règlement ne sera pas pris en compte.

## **ARTICLE 7 : CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES**

### **Modalités de réception des candidatures et des offres**

#### **ENVOI PAR VOIE ELECTRONIQUE UNIQUEMENT**

Les offres électroniques devront être transmises uniquement par l'intermédiaire du portail [www.marches-demat.com](http://www.marches-demat.com).

Elles doivent parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées sur la page de garde du présent règlement.

## **ARTICLE 8 : INDEMNITES DES CANDIDATS AYANT REMIS UNE OFFRE**

Il n'est pas prévu de primes versées aux candidats

## **ARTICLE 9 : CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES**

### **Article 9.1. : Envoi des cahiers des charges et des documents complémentaires**

Il n'est prévu aucune disposition particulière.

### **Article 9.2. : Renseignements complémentaires**

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires administratifs ou techniques qui leur seraient nécessaires au cours de leur prestation, les candidats devront adresser une demande aux services techniques du SIRTOM au 03 82 20 22 00.

Les candidats devront faire parvenir leur demande au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres. Une réponse sera alors adressée au plus tard 6 jours avant la date fixée pour la réception des offres.

**Le candidat (signature et cachet de l'entreprise),**

**Lu et accepté sans réserve, le 11 Juin 2020.**